

# Succès et leçons apprises : Le Projet de Réinsertion des Ex-combattants et d'Appui aux Communautés en République centrafricaine s'achève

**A&N no. 4 – 19 février, 2007**

Le Projet de Réinsertion des Ex-combattants et d'Appui aux Communautés (PRAC) en République centrafricaine, supporté par le Programme Multi-pays de Démobilisation et Réintégration (MDRP) a été officiellement fermé et les opérations sont en cours de clôture.

Entamé en 2004, PRAC avait pour but de supporter la réintégration sociale et économique de 7 565 ex-combattants associés avec les différentes milices ayant pris part au conflit jusqu'en mars 2003. Financé par un don du MDRP de \$ 9,8 millions et \$3.3 millions du PNUD, le projet fut mis en place par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en collaboration avec la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réintégration (CNDDR).



Le projet fournit aux ex-combattants un support à la réintégration, y compris une formation professionnelle, comme la pêche, et le matériel nécessaire. PRAC finança aussi la réhabilitation de petites infrastructures telles que des écoles et des centres médicaux dans les communautés où les ex-combattants se sont réinstallés.

La mise en place du programme fut victime de sérieux délais tôt dans le processus, la préparation et vérification des listes officielles, ainsi que le contrôle de l'identité de ceux revendiquant le statut de combattant, ayant été difficile. Des retards dans la provision des services, couplés avec un manque de communications consistantes et transparentes, donnèrent lieu à des émeutes et de la violence de la part de bénéficiaires frustrés. De plus, au début du programme, la commission nationale n'était que peu impliquée dans le projet.

Une mission de revue de mi-parcours provoqua une considérable accélération du projet après avril 2006, permettant au programme de clôturer à temps en ayant atteint la majorité de ses objectifs. Le CNDDR ainsi que les commissions locales furent, de façon croissante, impliqués dans les activités. La qualité du service s'améliora aussi de façon visible. En automne 2006, la liste des 2000 ex-combattants restants fut finalisée et transmise au projet. A ce jour, la totalité des 7 565 ex-combattants ont reçu une formation dans l'activité de réintégration de leur choix ainsi qu'un kit de réintégration.

Toutefois, les activités de réintégration n'ont pas toujours été sans difficultés. Parmi le premier groupe à recevoir un support à la réintégration, un grand nombre avaient choisi l'option « petit commerce », considérée comme l'une des options de subsistance les plus difficiles. Un grand nombre d'entre eux ne se présentèrent pas aux séances de

# Actualités et à noter

formations recommandées, et beaucoup échouèrent. Une fois la séance d'orientation améliorée, le pourcentage des options petit commerce diminua et le taux de participation aux cours de formations augmenta. A ce jour, ceux ayant choisi l'agriculture ou l'élevage réussissent le mieux. Le taux de succès parmi ceux ayant choisi le domaine technique ou professionnel est aussi encourageant, mais nécessite une enquête plus approfondie.

En plus de la réintégration, PRAC est aussi parvenu à mettre en place 44 projets communautaires sociaux et sanitaires de bonne qualité dans des communautés d'accueil, dont 20 déjà complétés et transférés aux autorités nationales. 14 projets additionnels ont aussi été approuvés, mais seront financés par le projet « Sécurité pour le développement » du PNUD, qui a déjà commencé son travail avec les communautés. Des questions ont été soulevées durant une revue récente du projet, pour savoir si les autorités locales avaient été suffisamment incluses dans ces projets et à quel point ces projets avaient des bénéfices tangibles pour la réintégration sociale des ex-combattants. Des évaluations post-projets examineront certainement ces questions.

Avec la fermeture du projet, certains aspects restent encore à finaliser. Les activités encore en cours doivent être complétées et des mesures doivent être mises en place pour le suivi des activités de réintégration, pour le quatrième et dernier groupe, qui se termineront après la fermeture du projet. Des mémorandums ont déjà été signés avec les organisations d'appui pour garantir ce suivi. Deuxièmement, des liens doivent être établis avec les activités communautaires déjà en place et futures pour assurer que la réintégration initiale des ex-combattants se transforme en réintégration à long-terme.

En raison du délai initial et de la mise en place du projet en un temps restreint, une réduction graduelle des opérations ne fut pas faisable. De ce fait, le PNUD et le gouvernement travaillent actuellement ensemble pour assurer que la transition à court et moyen termes soit mise en place de façon adéquate.

D'autres composantes de la stratégie de clôture, incluent : une campagne de communication pour informer les bénéficiaires de la fermeture du PRAC, et de l'existence d'autres formes de support ; l'établissement de clairs rôles institutionnels pour les activités de suivi ; et la formation des parties prenantes supportant la transition.

Finalement, le projet laisse encore de nombreuses opportunités d'analyse. Une des leçons déjà dégagée est qu'une communication claire, complète et régulière est vitale ; le silence crée de la méfiance, de la colère et la présomption du pire chez les bénéficiaires, avec parfois des conséquences violentes.

A examiner, en particulier, est le rôle des infrastructures communautaires et si oui ou non elle renforce l'acceptation des ex-combattants par la communauté ou accélère leur réintégration. Le modèle du PRAC, où un programme national est exécuté par une agence extérieure, reste aussi à être étudié ; l'impact d'un tel arrangement est encore indéterminé, et il y aura clairement des leçons à en apprendre.

Fabrice Boussalem du Bureau du PNUD pour la Prévention des crises et du relèvement affirme, "L'impact très positif du PRAC a déjà été reconnu par les parties prenantes clés. En plus de l'impact positif des activités pour les ex-combattants et les communautés, le projet a aussi facilité le développement d'initiatives complémentaires dans le domaine du relèvement communautaire à travers les efforts « sécurité pour le développement », de la justice transitionnelle et de la réduction et contrôle des armes légères. Ces efforts sont supportés par plusieurs donateurs bilatéraux, comme la France, la Suède, l'Irlande et le Japon. »

*Pour de plus amples informations sur le MDRP, veuillez visiter [www.mdrp.org/French/index\\_fn.htm](http://www.mdrp.org/French/index_fn.htm), ou contacter Bruno Donat, Chargé de la communication au Secrétariat MDRP à la Banque mondiale, à [info@mdrp.org](mailto:info@mdrp.org).*